

Selon la 16^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

Les difficultés d'accès au crédit se sont renforcées pour les PME en 2012

Pour la 16^{ème} édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en décembre 2012, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

Un accueil mitigé des récentes mesures fiscales par les dirigeants de PME

Interrogés sur les récentes mesures fiscales du gouvernement, les dirigeants de PME semblent réservés. **74 % jugent que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi inclus dans le Pacte de compétitivité présenté par le gouvernement en novembre 2012 ne permettra pas d'alléger le coût du travail.** Ce sentiment atteint même 81 % dans le BTP.

L'impact de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) instaurée en 2010 en remplacement d'une partie de la taxe professionnelle est considéré comme mitigé. Plus de la moitié (51 %) des patrons interrogés déclarent que le montant de cette cotisation a augmenté. Un tiers estime qu'elle est restée stable et seulement 12 % qu'elle a diminué.

Un niveau d'inquiétude toujours très élevé face à la situation économique et des difficultés liées au chiffre d'affaires

Après avoir atteint un record au trimestre dernier, la part des patrons de PME se déclarant inquiets pour l'économie française reste toujours très élevée malgré une légère baisse (88 %, -3 points par rapport à septembre 2012). Ce pessimisme affecte tout particulièrement les PME de 100 à 249 salariés (92 %) et l'industrie (95 %). Néanmoins, les dirigeants interrogés ne sont plus que 22 % à se déclarer « tout à fait inquiets », contre 28 % il y a trois mois.

L'inquiétude des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur propre activité s'accroît et concerne désormais 58 % d'entre eux (+2 points par rapport à septembre 2012). D'ailleurs, **la part des patrons déclarant ne ressentir aucune difficulté diminue** (9 % contre 13 % il y a trois mois). Pour les autres, les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs restent la difficulté la plus citée (55 %, +2 points). On observe **une recrudescence des difficultés liées à la baisse du chiffre d'affaires qui affecte aujourd'hui plus de la moitié des PME** (53 %, +5 points par rapport à septembre et +14 points par rapport à décembre 2011). Les problèmes de trésorerie ou de financement diminuent légèrement et sont cités par 30 % des patrons de PME (-2 points), tandis que les difficultés avec l'assureur crédit restent stables (7 %).

Les difficultés d'accès au crédit se sont renforcées en 2012

Un tiers des dirigeants de PME estime que la situation économique a des impacts négatifs importants sur les conditions d'accès au crédit. Ce sentiment n'a cessé de croître durant l'année (33 %, + 5 points par rapport à décembre 2011).

Logiquement, 71 % des PME déclarent connaître au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque (contre 66 % en septembre). Ce sentiment est même partagé par 82 % des PME ayant besoin de financer leur exploitation et 80 % de celles qui ont besoin de financer des investissements. **Le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités reste la principale difficulté ressentie par 43 % des PME (+1 point).** Les demandes de garanties supplémentaires connaissent une recrudescence, affectant 42 % des PME, contre 36 % en septembre, soit le niveau le plus haut observé depuis 2009. En revanche, la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie (28 %, -8 points) et les demandes de co-financement (29 %, -3 points) affectent moins de PME qu'au trimestre dernier, tandis que plus d'un quart des PME (28 %) sont toujours confrontées à des délais d'acceptation de dossiers trop longs.

En dépit de ces difficultés, la part des patrons de PME envisageant d'examiner les conditions de banques concurrentes (39 %, -2 points) ou de réexaminer leurs lignes de crédit (36 %, +1 point) évolue peu.

Un recul des besoins de financement à court et long terme

Dans ce contexte, les besoins de financement des PME diminuent. **60 % d'entre elles ont au moins un besoin de financement, contre 69 % il y a trois mois.** Cette baisse concerne à la fois les besoins de financement pour réaliser des investissements (33 %, -7 points) et ceux pour financer l'exploitation (36 %, -4 points).

Concernant les besoins de crédit pour financer les investissements*, **les crédits pour le remplacement ou l'entretien de l'exploitation connaissent un fort rebond (62 %, +12 points).** A l'inverse, après avoir connu une forte hausse cet été, les besoins de crédit pour des investissements d'équipements (véhicules, informatique...) déclinent (42 %, -6 points). A noter que les besoins de crédit pour des acquisitions de développement connaissent un regain (26 %, +5 points) et sont désormais plus présents que ceux nécessaires à des investissements d'innovation (22%, -1 point).

Malgré ce recul des besoins de financement, l'autolimitation des chefs d'entreprise dans leurs investissements et leurs demandes de financement auprès des banques diminue, et concerne désormais 32 % d'entre eux (-4 points en trois mois). Elle reste forte dans les services (40 %) et dans les PME ayant des besoins de financement pour leur exploitation (45 %) ou pour des investissements (48 %).

**33 % de l'échantillon se trouve concerné par les besoins de financements d'investissements.*

Méthodologie

- Echantillon de 402 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 10 au 14 décembre 2012.

KPMG en France

Premier groupe français de services pluridisciplinaires, KPMG est membre de KPMG International Cooperative, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 150 pays. Il intervient auprès des groupes internationaux, sociétés cotées, ETI et groupes familiaux, PME, TPE, entités du secteur public et de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre d'activités d'audit, d'expertise comptable, de conseil, de droit et de fiscalité.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Chloé Poracchia : 01 55 68 90 31 - cporacchia@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr